

1<sup>er</sup> juin 2012  
Français  
Original : anglais

**Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets**

**Deuxième session ordinaire de 2012**  
4-10 septembre 2012, New York  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire  
**Visites sur le terrain**

**Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Conseil d'administration**

**Session annuelle de 2012**  
5-8 juin 2012, New York  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire  
**Rapports de visites sur le terrain  
du Conseil d'administration**

**Rapport de la visite conjointe sur le terrain, en Éthiopie,  
des conseils d'administration du PNUD, du FNUAP,  
de l'UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes  
et du PAM,  
22-31 mars 2012**

**I. Introduction**

1. Une délégation de 22 membres, représentant 20 États membres des Conseils d'administration du PNUD, du FNUAP, de l'UNOPS, de l'UNICEF, du PAM et d'ONU-Femmes, a effectué une visite conjointe sur le terrain en Éthiopie du 22 au 31 mars 2012. L'objet de cette visite était de constater comment l'équipe des Nations Unies dans le pays fonctionnait en Éthiopie et comment les Nations Unies aidaient le Gouvernement à réaliser ses priorités de développement et à répondre aux problèmes humanitaires. La délégation a également passé en revue l'interaction des organismes des Nations Unies avec les autorités et avec les autres partenaires de développement.

2. La délégation a rencontré des autorités de haut niveau, notamment les ministres techniques, les membres de l'équipe des Nations Unies en Éthiopie et les partenaires bilatéraux de développement. Elle a pu se rendre sur le site de différents projets à Addis-Abeba, dans le Tigray et la région somalie.

3. La délégation remercie le Gouvernement éthiopien de l'occasion offerte d'effectuer cette mission et pour avoir facilité son développement. Elle remercie de même l'équipe des Nations Unies qui a organisé un programme complet et bien préparé et qui a pris toutes les dispositions nécessaires à cet effet.



## II. La situation dans le pays

4. Avec une population de 79,4 millions d'habitants, dont 83 % vivent en zones rurales, l'Éthiopie vient au deuxième rang en matière de nombre d'habitants en Afrique subsaharienne. L'économie éthiopienne est fortement dépendante de l'agriculture, qui assure 46 % du produit intérieur brut, suivie par les services (36 %) et l'industrie (13 %). Malgré la croissance de la production agricole, la sécurité alimentaire demeure extrêmement fragile et on estime que 6 millions d'Éthiopiens ont chaque année besoin d'une aide alimentaire pour mieux résister aux chocs. L'insécurité alimentaire est prononcée, en raison de la petite taille des parcelles cultivées, de la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale – l'irrigation étant très limitée –, de la fertilité médiocre des sols et de l'utilisation encore limitée des intrants et machines agricoles. Le pays se classe au 171<sup>e</sup> rang pour l'indice de développement humain, et le Rapport mondial sur les disparités entre les sexes 2011 place l'Éthiopie au 116<sup>e</sup> rang sur 135 pays pour ce qui est de l'ampleur et de l'étendue des disparités entre les sexes. L'environnement socioéconomique se caractérise par un fort taux d'accroissement naturel de la population (2,6 % par an). Dans le quartile de revenu le plus bas, 46 % des ménages sont dirigés par une femme.

5. L'Éthiopie a connu, notamment au cours des 10 dernières années, une forte croissance économique (11 % par an au cours des 5 dernières années) et a privilégié les investissements consacrés aux prestations sociales. Cela s'est traduit par une amélioration appréciable de la situation sur le plan social dans le pays, l'incidence de la pauvreté diminuant – de 38,2 % en 2004-2005 à 29,2 % en 2009-2010; cette tendance devrait continuer à se poursuivre au cours des prochaines années.

6. Le principal problème pour l'Éthiopie est d'accélérer les progrès réalisés ces dernières années vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de tenter de remédier aux causes de la pauvreté de sa population. Le Gouvernement consacre déjà une forte proportion de son budget à des programmes et investissements de dépaupérisation. Au cours des 20 dernières années, on observe un progrès important des principaux indicateurs de développement humain : le taux d'inscription dans les écoles primaires a quadruplé; le taux de mortalité infantile a été divisé par deux; le nombre de personnes ayant l'eau potable a plus que doublé. Le pays devrait réaliser cinq des OMD d'ici à 2015. Il accélère les progrès vers la réalisation de ceux où il est en retard : les objectifs 3 (égalité des sexes et autonomisation des femmes), 5 (santé maternelle) et 7 (durabilité environnementale).

7. Le Gouvernement a lancé un plan de cinq ans, le Plan de croissance et de transformation (PCT) 2011-2015, qui comprend sept volets distincts. Son but est d'encourager un développement sur de nombreux fronts, de façon durable, afin de réaliser les OMD. Au cours des cinq prochaines années, ce Plan prévoit un important bond non seulement pour renforcer la structure économique mais aussi pour améliorer les revenus et les indicateurs sociaux. Ce plan édicte plusieurs objectifs essentiels : croissance économique rapide, doublement de la production agricole, contribution accrue du secteur industriel, meilleure participation du secteur privé et important effort d'équipement, notamment routier et ferroviaire. Le Plan de croissance et de transformation vise aussi à réduire le taux de mortalité infantile et à diviser par plus de deux le taux de mortalité maternelle.

### **III. Coordination entre organismes des Nations Unies, autorités et autres acteurs**

#### **A. L'équipe des Nations Unies dans le pays et le Gouvernement**

8. L'Éthiopie s'est engagée dans un vaste ensemble de transformations dans l'espoir de réaliser le passage au statut de pays à revenu moyen et de devenir, en 2025 au plus tard, un État en développement démocratique, dont l'économie est neutre par rapport aux émissions de carbone. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2012-2015 est conforme au PCT 2011-2015. Dans le PNUAD, six des sept volets du PCT ont été regroupés dans quatre domaines prioritaires, parmi lesquels les questions transversales. Les ressources nécessaires pour le PNUAD se chiffrent à 1 988 870 dollars. L'Éthiopie est l'un des premiers pays à appliquer le programme « Unis dans l'action », le contrôle général étant exercé par un comité directeur de haut niveau.

9. Le Gouvernement éthiopien joue un rôle directeur dans la coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le pays, comme le montrent les visites aux sites des projets réalisés dans la région somalie et le Tigray.

10. Le Gouvernement fédéral a fait part à la délégation d'un certain nombre de préoccupations concernant la coordination avec les organismes des Nations Unies. Il y a notamment la flexibilité limitée des décisions, au niveau du pays, chez certains organismes spécialisés; et le souhait du Gouvernement de passer, dans les transferts de fonds, des avances à trois mois à des avances à six mois – modifications qui supposeraient des décisions au niveau du Siège. Le Gouvernement a en outre indiqué que l'application du programme « Unis dans l'action » risque d'être retardé par le rythme inégal des réformes au Siège et dans les bureaux de pays. On a en outre noté des incohérences occasionnelles dans les messages émanant des conseils d'administration des organismes des Nations Unies; le Gouvernement a exprimé l'espoir que les conseils d'administration seraient plus souples en réponse aux besoins spécifiques et aux exigences des bureaux de pays.

#### **B. Coordination entre organismes des Nations Unies**

11. L'équipe de pays des Nations Unies, en Éthiopie, est composée de 26 membres; c'est l'une des plus vastes de par le monde. L'Éthiopie a commencé d'elle-même à appliquer l'Initiative « Unis dans l'action » en 2008. Selon l'équipe de pays, ses membres partagent dans une large mesure une conception commune et s'efforcent d'harmoniser et d'intégrer leurs programmes afin d'améliorer l'impact des Nations Unies sur place. L'équipe des Nations Unies en Éthiopie a établi sous sa forme définitive le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) en mars 2011. C'est un programme commun de coopération, comportant un cadre unique et un plan intégré. L'équipe de pays est sur la voie d'une complète intégration.

12. On compte trois programmes conjoints vedettes (santé et survie maternelle et néonatale; égalité des sexes et autonomisation des femmes; amélioration des services publics, accélération du développement dans les quatre États en développement de l'Éthiopie); cinq programmes conjoints d'organisation des OMD financés par le Fonds pour la réalisation des OMD; un programme commun de lutte

contre le sida; et un plan d'action humanitaire conjoint. Cependant, les descriptifs de programme de pays restent distincts, avant d'être intégrés dans le Plan d'action du PNUAD. Les divers organismes appliquent ainsi leur propre plan de travail, ainsi que des plans de travail annuels conjoints. Depuis janvier 2011, il existe un fonds du programme « Unis dans l'action »; jusqu'à présent, ce fonds n'a été alimenté que par un seul donateur bilatéral. Il est régi par un comité directeur de haut niveau coprésidé par le Coordonnateur résident des Nations Unies et par le Ministre des finances et du développement économique d'Éthiopie, Ministre d'État. Il n'y a pas de budget distinct mais, en partageant les ressources, l'Équipe de pays travaille à une stratégie de communication unique, axée sur la promotion des OMD et l'application du nouveau PNUAD. L'Équipe de gestion des opérations examine les moyens d'accroître la coopération, et cinq groupes de travail examinent les questions telles que les technologies de l'information, l'harmonisation des transferts en espèces, la gestion des véhicules et l'évaluation commune des éléments de sujétion.

13. Durant la visite, la délégation a rencontré surtout des représentants des fonds et programmes des Nations Unies ainsi que le Coordonnateur résident, et dans une moindre mesure les autres membres de l'équipe des Nations Unies. Les évaluations du travail de cette équipe seront donc principalement fondées sur l'interaction entre la délégation et les représentants des fonds et programmes.

### **C. L'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires bilatéraux**

14. La coopération avec les partenaires de développement bilatéraux et autres est coordonnée par le Groupe d'aide au développement, actuellement présidé par le Coordonnateur résident des Nations Unies et par les États-Unis. Chaque organisme fait rapport sur ses résultats chaque année. Il y a plusieurs groupes de travail thématiques. Les organisations non gouvernementales ne sont pas représentées dans ce Groupe d'aide au développement mais participent à son activité par le canal des divers groupes de travail sectoriels organisés par lui.

15. Bien que l'on évoque des rencontres avec des représentants de la société civile et des ONG, aucune réunion de cette nature n'a été organisée au niveau fédéral. Cependant, au niveau des régions de l'Éthiopie, la délégation a eu des entretiens informels avec les représentants d'ONG internationales.

## **IV. Résultats et enseignements tirés**

16. Les thèmes analysés ci-dessous comprennent ceux du PNUAD. Les visites sur le terrain ont eu lieu dans l'esprit de ces thèmes.

### **A. Croissance économique durable et réduction des risques**

17. L'agriculture fait vivre 85 % des Éthiopiens. C'est un secteur prioritaire pour réaliser la croissance économique à long terme favorable aux pauvres, mais aussi pour accroître la sécurité alimentaire de l'Éthiopie. Selon le PCT, le but du Gouvernement est de doubler la production agricole d'ici à 2015 afin de venir à bout de la dépendance de l'Éthiopie à l'égard de l'aide alimentaire internationale. Le

Ministre de l'agriculture a bien souligné le rôle que joue l'équipe des Nations Unies en Éthiopie pour aider le Gouvernement à accroître la production agricole et il a invité les Nations Unies à réfléchir au potentiel de développement du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, le transfert de technologies et les systèmes marchands. En outre, les partenaires de développement ont invité l'équipe de pays, en particulier le PNUD, à jouer un rôle plus actif dans le développement du secteur privé.

18. La délégation a pu voir diverses activités grâce auxquelles les Nations Unies ont contribué au développement du secteur privé. Par exemple, dans le Tigray, la délégation a pris connaissance des projets de développement économique local, soutenus par le PNUD, qui cherchent à encourager la croissance économique et à dégager des moyens d'existence par le développement des capacités. Les principaux bénéficiaires sont les femmes vulnérables et sans emploi, par exemple les 13 femmes entrepreneurs qui font fonctionner le moulin que la délégation a visité. Sur trois ans, plus de 62 groupes de microentrepreneurs ont ainsi été constitués.

19. La promotion, dans l'équité, de l'autonomisation des femmes et des jeunes est une composante multisectorielle essentielle du PCT, dans l'optique de la croissance économique durable. La délégation a pris connaissance d'activités que l'équipe de pays offre à l'Éthiopie à ce sujet. Par exemple, le PNUD a aidé à créer des entreprises coopératives dirigées par de jeunes chômeurs, dont le but est de lancer un service écologiquement rationnel de collecte, décharge et tri des ordures ménagères privées. La coopérative traite ainsi maintenant 75 % des ordures ménagères de la ville de Mekelle; des emplois durables ont été créés pour 95 jeunes. Cette initiative a été reproduite dans sept autres municipalités, et on prévoit de l'étendre à 100 municipalités. L'ONG « Mums for Mums », financée par le Fonds mondial et suivie par l'UNOPS, a organisé une formation professionnelle au profit de plus de 900 femmes d'un certain âge, dont 80 % ont ultérieurement créé leur propre emploi. L'équipe de pays des Nations Unies devrait envisager de faire davantage dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes et de la jeunesse et pour trouver de nouveaux moyens d'appliquer à une plus grande échelle les modèles éprouvés, notamment en s'appuyant sur le potentiel de l'UNOPS à cet égard.

20. Le Gouvernement éthiopien a souligné que la croissance économique devrait être réalisée par la création d'une économie neutre au regard des émissions de carbone et résistant bien au changement climatique. La délégation a appris que le PNUD apportait un soutien technique au développement d'une stratégie de l'Éthiopie pour l'économie verte résistant au changement climatique et des plans correspondants, afin de continuer son soutien à la création d'un mécanisme financier national d'application de la stratégie. Le PNUD a apporté également un effet catalyseur à l'appui d'une initiative intitulée « Économie verte et bioéconomique pour l'Afrique », qui rassemble des chercheurs, des économistes, des spécialistes de l'environnement et des agriculteurs. Le PNUD a également beaucoup aidé à présenter l'expérience de l'Éthiopie dans les grandes enceintes internationales, notamment dans la préparation de Rio + 20.

21. La délégation s'est rendue sur des sites de points d'eau aidés par l'UNICEF ainsi que sur le site du programme de filet de sécurité productive soutenu par le PAM, qui cherche à répondre aux besoins de sécurité alimentaire tout en aidant à réduire la vulnérabilité et en contribuant à une meilleure résistance aux chocs, ainsi

que sur un site de distribution de l'aide du PAM. La délégation a constaté l'étroite coopération existant entre les autorités fédérales et régionales et les Nations Unies à ce sujet. Plusieurs initiatives réussies, telles que le Programme de filet de sécurité productive, ont aidé à réduire la sous-alimentation et ont servi de pôle de développement durable.

22. Le Programme communautaire MERET<sup>1</sup>, appliqué par le Gouvernement éthiopien en collaboration avec le PAM, a été très apprécié par les autorités parce qu'il aide à remédier à l'insécurité alimentaire chronique tout en respectant les exigences de l'environnement. Le programme MERET vise à augmenter la production alimentaire locale et la productivité agricole en améliorant les systèmes d'irrigation, la collecte de l'eau et la conservation des sols : il améliore la nutrition, crée des emplois et des activités génératrices de revenu, répond aux problèmes du changement climatique et contribue à l'équipement des zones rurales. Le Ministère de l'agriculture considère le programme MERET en Éthiopie comme un exemple de pratiques optimales pour une gestion durable des sols, et les résultats sont jusqu'à présent très appréciables : 127 425 ha de terre ont été remis en état; 75 863 ha de zones déboisées ont été replantées, 7 493 points d'eau ouverts et 885 km de routes rurales ont été construites. En 2012, le programme aura 648 000 bénéficiaires.

23. Les projets soutenus par les Nations Unies où la délégation s'est rendue démontrent clairement comment des fonds peu importants ont eu un impact considérable sur les moyens d'existence de la population et peuvent avoir un effet catalyseur sur le développement durable. Les exemples montrent également que le transfert de connaissances peut être aussi important que le soutien financier dans la poursuite du développement durable. Il y a aussi des exemples de prestations de services sociaux, rendues possibles par l'aide des Nations Unies, en particulier avec un financement important.

## **B. Services sociaux de base**

24. Quand elle a rencontré le Ministre de l'éducation, la délégation a appris que le Gouvernement éthiopien considérait l'éducation comme un secteur stratégique, indispensable pour que l'Éthiopie devienne effectivement un pays à revenu intermédiaire en 2020. C'est pourquoi les objectifs en matière d'enseignement supérieur sont conçus d'une façon qui conduise à de meilleures qualifications de la main-d'œuvre, ce qu'exige le développement du pays en général et le développement de l'industrie en particulier.

25. Le pays est parvenu à améliorer l'accès à l'éducation; il devra atteindre les OMD 2 et 3. Un ensemble de mesures d'amélioration de l'éducation a été défini; il est appliqué dans l'enseignement primaire et secondaire. Le Gouvernement considère que les organismes des Nations Unies sont parmi les partenaires de développement qui sont au devant de la scène dans ce secteur. Le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et le PAM apportent un soutien technique et financier au secteur de l'éducation pour en améliorer l'accès et la qualité à tous les niveaux et

---

<sup>1</sup> Entreprise commune du Gouvernement éthiopien et du PAM, ce programme tire son nom d'un mot amharique qui veut dire sol. MERET, c'est également un sigle commode du programme *Managing Environmental Resources to Enable Transitions to More Sustainable Livelihoods* (Gestion des ressources de l'environnement pour faciliter la transition à des modes de vie viables).

réaliser les OMD. Il y a régulièrement des réunions de consultation de haut niveau entre le Ministre, les chefs des organismes et les partenaires de développement en Éthiopie. Les organismes des Nations Unies sont aussi activement impliqués dans le Groupe de travail technique sur l'éducation qui se réunit chaque mois pour examiner les problèmes du secteur de l'éducation, notamment pour assurer l'accès équitable des enfants vulnérables à l'école, améliorer la qualité de l'enseignement et les résultats des élèves et augmenter le potentiel de planification, d'application et d'évaluation à tous les niveaux.

26. Dans le Tigray et la région somalie, l'éducation, la santé et les services sociaux sont organisés selon une démarche communautaire dont le cadre a été établi par le Gouvernement fédéral, et qui est appliqué par les collectivités et les administrations locales avec l'aide des organismes des Nations Unies. Cette démarche semble couronnée de succès, en particulier au Tigray, où elle est appliquée depuis longtemps. Dans la région somalie, une difficulté supplémentaire tient au fait que les nomades, qui sont une partie importante de la population, sont d'accès assez difficile.

27. Le programme nutritionnel communautaire a amélioré l'accès aux services sociaux de base pour les populations locales et leur a fait prendre conscience de l'existence même de ces services. L'UNICEF aide le Gouvernement par des transferts en espèces et en organisant l'assainissement et la distribution de l'eau. Cela reflète l'approche systémique que le Fonds a retenue, et qui aide beaucoup les populations à accroître leur capacité de résistance aux chocs.

28. Une partie de l'effort de développement de la région du Tigray a récemment été consacrée à l'application de stratégies de protection sociale des groupes vulnérables. L'UNICEF et d'autres partenaires aident le gouvernement régional et les autres partenaires à lancer des programmes pilotes de protection sociale communautaire, centrés sur des associations communautaires. Les associations, qui sont dirigées par la population elle-même en collaboration avec les autorités régionales, peuvent servir de point de départ à un système local de protection sociale.

29. Au Tigray, le programme d'alimentation scolaire géré par le PAM est parvenu à réduire les taux d'abandon scolaire dans le primaire, en particulier chez les filles. Ces dernières années, l'école a mis l'accent sur des taux élevés de scolarisation plutôt que sur les moyens d'offrir à la population une éducation de qualité. La délégation a également pu constater la qualité d'un programme d'éducation d'enfant à enfant soutenu par l'UNICEF, et l'introduction de ce que le Gouvernement appelle la « classe 0 », ce qui a permis de réduire nettement le taux d'abandon au cours préparatoire. Cette démarche a été systématisée par le Ministère de l'éducation et est reproduite dans d'autres régions de l'Éthiopie.

30. Les membres de la délégation ont rencontré le Ministre de la santé, qui a fait observer que les Nations Unies étaient l'un des partenaires les plus importants du Gouvernement éthiopien, non seulement dans l'application des programmes en cours qui ont sauvé de nombreuses vies, mais aussi dans la mise en place d'un système efficace de santé publique pour l'avenir. Il a fait état des améliorations des principaux indicateurs de santé publique, notamment la mortalité infantile et des enfants en bas âge, la prévalence du VIH, la prévalence du paludisme et la nutrition, et a attribué ces succès à la réforme du secteur de la santé, qui a élargi l'accès à la santé de la population rurale par une expansion et une décentralisation des services

de soins de santé primaires. Il estime que 15 000 postes de santé de district et 28 000 agents de la santé ont été déployés au cours des six dernières années.

31. Le Ministre de la santé a regretté les retards dans la réalisation de l'OMD 5, puisque le taux de mortalité maternelle reste élevé (470 morts pour 100 000 naissances vivantes) et ne s'est pas notablement amélioré au cours des 5 dernières années. Il a réaffirmé la volonté du Gouvernement d'éliminer les causes profondes de ce phénomène et notamment le manque critique de soignants qualifiés, et de faire en sorte que les femmes enceintes puissent accoucher dans des installations sanitaires spécialisées. On forme actuellement des sages-femmes et des chirurgiens pour dispenser les soins obstétricaux d'urgence; un système moins coûteux d'ambulance sera déployé au niveau des districts. Il a fait observer aussi que d'après les résultats de l'Enquête démographique et de santé de 2011, le taux de prévalence de la contraception a doublé depuis 2005, passant de 15 % à 29 %. Cela devrait avoir un impact positif sur la réduction de la mortalité maternelle et améliorer les taux de survie des enfants.

32. La délégation s'est rendue dans des centres et des postes de soins du Tigray et de la région somalie, où des équipements médicaux, une formation et une assistance technique sont organisés par l'UNICEF et parfois par le FNUAP. Ces centres et postes de soins font partie d'un programme de vulgarisation sanitaire – un vaste programme communautaire qui cherche à atteindre tous les ménages grâce à des interventions salvatrices. La structure hiérarchique du secteur de la santé publique – qui contribue à la santé maternelle, l'éducation sexuelle et la prévention de l'infection par le VIH et le traitement et les soins du sida, ainsi que la prévention de la malnutrition par le programme nutritionnel communautaire – a permis au système des Nations Unies de contribuer de façon appréciable à la réduction de la mortalité infantile et des enfants en bas âge.

33. La délégation s'est rendue dans la région de Dollo Ado pour y visiter une clinique créée par Médecins sans frontières avec l'aide du FNUAP. Une clinique de Haror Ays, créée avec l'aide de l'UNICEF, dispense des soins de santé dans la région de Jijiga.

34. Le FNUAP travaille dans le domaine de la santé maternelle avec l'Université Mekelle afin de remédier au manque de personnel qualifié capable de dispenser des soins obstétricaux d'urgence. L'Éthiopie est l'un des pays où les taux de mortalité maternelle sont les plus élevés au monde. L'Éthiopie ne compte que 700 gynécologues. La délégation a appris que l'UNICEF coopérait avec l'unité pédiatrique de l'hôpital. Cela indique la nécessité d'améliorer la coordination entre les organismes des Nations Unies.

35. Étant donné la pénurie de médecins, et le temps et le coût nécessaires à la formation d'un chirurgien, le FNUAP et le Ministère de la santé ont créé le poste d'« Administrateur de chirurgie d'urgence ». Ce poste, qui comprend l'apprentissage d'éléments de chirurgie sans une formation médicale complète, requiert une formation de trois ans. La première promotion d'étudiants a récemment été diplômée et les premiers résultats sont prometteurs. Des discussions sont en cours pour élargir ce dispositif à la pratique d'infirmière, la pratique de sage-femme et la profession d'anesthésiste.



## C. Gouvernance et développement des capacités

36. La délégation a rencontré plusieurs ministres, notamment le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et du développement économique, et les ministres de l'éducation, de la santé publique, de la condition féminine et de la jeunesse, et de l'agriculture. La délégation a également rencontré des présidents de région et des chefs de bureau de secteur des régions du Tigray et somalie. En outre, un débat de groupe sur le rôle des institutions démocratiques a eu lieu avec des représentants de la Commission fédérale de l'éthique et de la lutte contre la corruption, avec le Parlement éthiopien, avec le Commissaire des droits de l'homme, avec le Médiateur, le Bureau de l'auditeur général fédéral et des membres de la Chambre des représentants.

37. Le Premier ministre adjoint a souligné, dans son exposé à la délégation, que les relations avec les organisations de la société civile et la transformation des procédures de démocratisation étaient un aspect important du Plan de croissance et de transformation; cependant, il a fait une distinction entre les associations, par exemple les associations de femmes et de jeunes qui comptent des milliers de membres, et les ONG, qui n'ont que peu de membres. La délégation n'a pas rencontré de représentants de la société civile pendant sa mission.

38. Le Commissaire aux droits de l'homme, nommé par le Parlement éthiopien en 2005 pour assurer la défense des droits de l'homme et enquêter sur d'éventuels abus a augmenté son personnel, qui est passé de 20 à 200 personnes dans six bureaux régionaux et il prévoit de doubler encore le nombre de bureaux. Le Commissaire aux droits de l'homme a informé la délégation que les droits fonciers, la paix et le développement, le suivi de la situation carcérale et l'augmentation de la capacité des autorités figurent en bonne place dans son programme d'action. La capacité du secteur de la police et de la justice a été examinée lors des poursuites contre des fonctionnaires impliqués dans des violations des droits de l'homme.

39. Le bureau du Médiateur de la République, ouvert depuis 2004, examine en particulier les plaintes concernant des abus administratifs relatifs aux besoins des femmes, des jeunes et des enfants. Le Médiateur est représenté dans cinq régions de l'Éthiopie et cherche à mettre en place un système de suivi à l'échelle du pays.

40. La Commission fédérale de l'éthique et de la lutte contre la corruption a entamé des poursuites contre des auteurs d'actes de corruption, des fonctionnaires et de plus en plus des employés du secteur privé, en privilégiant l'établissement de procédures transparentes, notamment d'administration foncière à l'abri de la corruption ainsi que d'une gestion efficace des systèmes d'administration. Cinq priorités ont été retenues : administration foncière, collecte des impôts, règles applicables aux marchés publics, corruption dans le système judiciaire, et divulgation des avoirs des fonctionnaires et enregistrement. Le Bureau de l'Auditeur général fédéral examine les moyens de renforcer la capacité interne des bureaux d'audit public et de faciliter une participation extérieure à la création des capacités techniques dans ce domaine.

41. Le PNUD contribue au renforcement des capacités des différentes institutions démocratiques par un programme multilatéral d'assistance technique désigné sous le nom de Programme d'institutions démocratiques. Depuis 2008, ce programme aide les institutions démocratiques à se renforcer, notamment la Chambre des représentants des peuples, les conseils d'État régionaux et les conseils municipaux,

pour améliorer la capacité de légiférer et les fonctions de contrôle, de consultation publique et de représentation.

42. La délégation a appris que le PNUD encourageait une prise de conscience des droits proclamés par la Constitution, notamment ceux des enfants, et apportait une contribution à la confiance du public dans les institutions ainsi qu'à une administration fiscale fonctionnant de façon plus transparente et efficace.

43. Dans une rencontre avec le Groupe d'aide au développement, les membres de la délégation ont souligné qu'il importait que les Nations Unies aident le Gouvernement éthiopien dans son action de démocratisation et de bonne gouvernance, les réformes du secteur public étant en particulier considérées comme appelant un engagement plus marqué des Nations Unies. Les membres du Groupe d'aide au développement ont également souligné qu'il fallait mettre en place des mécanismes bien définis de dialogue avec les autorités éthiopiennes sur les méthodes à suivre pour porter les résultats du développement à leur maximum.

#### **D. Les femmes, les jeunes et les enfants**

44. Le Ministère de la condition féminine et de la jeunesse encourage la participation sur un pied d'égalité des femmes et des jeunes à la vie économique, sociale et politique du pays et protège les droits des enfants. La participation des femmes à la vie politique a marqué des progrès appréciables grâce à la promotion de l'émancipation économique et politique des femmes mais il faut encore la renforcer. Les programmes d'émancipation économique des femmes tels que l'aide apportée aux petites entreprises sont également nécessaires.

45. L'égalité des sexes a marqué des progrès appréciables dans l'enseignement primaire mais les disparités régionales demeurent très marquées. Les mesures prises pour accroître la participation des filles à l'enseignement secondaire et tertiaire doivent continuer à être appliquées.

46. La mortalité maternelle a diminué ces dernières années mais il demeure nécessaire d'améliorer les soins prénatals et périnatals, étant donné que 25 % seulement des accouchements sont surveillés par du personnel qualifié. On pourrait éviter beaucoup de cas de fistule obstétricale et de mortalité maternelle et infantile moyennant une amélioration des soins prénatals et périnatals.

47. L'une des principales difficultés est d'éradiquer les pratiques traditionnelles néfastes et de permettre aux femmes et aux filles de mieux exercer leurs droits. À ce sujet, il est essentiel d'obtenir le concours des autorités et collectivités locales si l'on veut avoir des résultats durables. La visite de l'hôpital de Hamlin, qui traite la fistule, a bien montré à la délégation ce que le traitement de leur fistule représentait pour les filles et les femmes. La délégation s'est également rendue au refuge aidé par le FNUAP et ONU-Femmes à Addis-Abeba. Administré par une ONG en partenariat avec le Gouvernement (la police et le Bureau des affaires qui concernent les femmes, les enfants et la jeunesse), il représente une excellente démarche pour venir à bout de la violence contre les femmes grâce à des services intégrés.

48. Malgré les progrès enregistrés dans la réalisation des indicateurs des OMD 3 et 5, l'Éthiopie se trouve toujours aux prises avec de vastes difficultés. À ce sujet, une solide coordination sur les questions sexospécifiques est essentielle en Éthiopie, en particulier compte tenu du fait qu'ONU-Femmes est encore peu présente dans le

pays. Le programme conjoint vedette, auquel participe le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, ONU-Femmes, l'UNESCO et l'OIT, privilégie l'émancipation économique des femmes, l'accès des filles et des femmes à l'enseignement secondaire et supérieur, l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes, notamment le mariage précoce et la mutilation génitale de la femme, et l'amélioration des structures de coordination qui s'occupent de la défense des droits des femmes. C'est là un bon exemple de coordination interinstitutions qui accélère la réalisation des OMD relatifs à la condition féminine. Cependant, il faudra s'assurer de la viabilité financière de cette initiative.

## **E. Intervention humanitaire**

49. Avec le PCT, le Gouvernement éthiopien cherche à assurer la transition de l'aide humanitaire au développement. Le Gouvernement a réalisé d'importants investissements pour mettre en place des filets de sécurité, l'action sanitaire et nutritionnelle a été décentralisée et les autorités font une place plus large à la protection sociale et à la réduction des risques de catastrophe. Cela semble être un ensemble de choix judicieux, mais encore faut-il qu'ils soient durablement poursuivis afin que la population devienne mieux résistante aux chocs. L'équipe s'est rendue sur des sites de projet dans la région somalie et dans le Tigray où le FNUAP, l'UNICEF et le PAM coopèrent avec les autorités.

50. L'un des objectifs du PCT est de faire en sorte que l'Éthiopie, en 2015 au plus tard, ne dépende plus de l'aide alimentaire internationale. À ce stade, il y aura probablement encore des régions où la population recevra une aide alimentaire, mais le but est de faire en sorte que ces denrées alimentaires viennent d'autres régions éthiopiennes. L'Équipe des Nations Unies en Éthiopie a coopéré avec le Gouvernement pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire et pour accroître la proportion d'aliments achetés localement. Cette coopération est apparue clairement à la délégation lors d'une visite aux sites du Programme de filet de sécurité productive soutenu par le PAM – dispositif de « Vivres contre travail » qui aide également à enrayer l'érosion des sols; la délégation s'est rendue aussi en visite à un point de distribution d'aliments fournis par le PAM. L'équipe qui s'est rendue dans le Tigray a visité le site d'un programme MERET.

51. Le Gouvernement éthiopien assure la sécurité de la distribution d'aliments par le PAM dans les régions dangereuses afin de prévenir toute attaque contre les camions qui transportent les denrées alimentaires. Cette aide est appréciée, mais elle pose divers problèmes logistiques supplémentaires car ces camions doivent voyager en convoi et attendre une escorte. Certaines des régions où des distributions d'aliments ont lieu sont d'accès difficile, en particulier pendant la saison des pluies, et quelques régions sont toujours hors de portée pour des raisons de sécurité. Un système de distribution rayonnant à partir d'un centre dans diverses directions, est celui qui régit la distribution des aliments et autres articles, et il semble fonctionner aussi efficacement que possible dans les circonstances difficiles actuelles.

52. Après avoir subi les effets de la sécheresse la plus grave des 20 dernières années, l'Éthiopie, avec l'aide du PAM, a pu éviter une famine en 2011, grâce à des efforts communs d'investissement dans une plus grande résistance des populations et une meilleure préparation. Cependant, on a souligné, à tous les niveaux, qu'améliorer la résistance aux effets des sécheresses, en particulier par un accès plus

permanent aux ressources en eau, demeure un problème difficile pour le développement de l'agriculture et l'amélioration de la situation alimentaire qui reste fragile en Éthiopie. Il est clair que la priorité que donnent par exemple les autorités régionales dans la région somalie à la fourniture durable de ressources en eau à la population est impérative, puisque la région est régulièrement affectée par des sécheresses. Apporter l'eau dans des camions-citernes est coûteux; c'est pourquoi les autorités de l'État somali préfèrent utiliser les ressources disponibles pour l'obtention de solutions permanentes telles que le forage de trous de sonde. Cependant, il semble plus facile de trouver des partenaires de coopération pour les opérations d'urgence que pour des activités de développement.

53. La visite au camp de réfugiés de Hilaweyn, l'un des cinq camps aménagés dans la zone de Dollo Ado, a bien montré l'étroite coopération qui existe entre les autorités, les Nations Unies et les ONG internationales (Gouvernement et Médecins sans frontières) qui travaillent dans le camp pour assurer le logement des réfugiés, la sécurité et les services sociaux des réfugiés somaliens. L'UNICEF organise une éducation d'urgence et le PAM distribue des aliments aux écoliers; des espaces spéciaux ont été aménagés pour les enfants traumatisés, que l'on soigne par le jeu; des programmes à l'intention des femmes enceintes et des jeunes mères portent sur l'hygiène et l'importance de l'allaitement au sein. Le PAM fournit aux camps des rations alimentaires que le Gouvernement distribue par le canal de l'Administration des réfugiés et des rapatriés. Le Gouvernement est responsable de la sécurité dans le camp, qu'il gère conjointement avec le HCR. Ce camp est ouvert depuis moins d'un an et semble bien fonctionner, en bonne coopération avec les habitants du voisinage. Cependant, à long terme, le problème est de faire en sorte que ceux qui habitent ce camp aient des moyens d'existence durables.

## V. Conclusions et recommandations

54. Le Gouvernement éthiopien s'occupe très activement du processus de développement dans le pays et le dirige fermement, de sorte que des progrès impressionnants ont été effectués dans la réalisation des objectifs ambitieux que le Gouvernement s'est donnés, notamment celui de faire de l'Éthiopie, en 2025 au plus tard, un pays à revenu intermédiaire, neutre pour ce qui est des émissions de carbone. Les cibles à court terme du PCT – le doublement de la productivité agricole et la réalisation de tous les OMD dans les secteurs sociaux avant 2015 tout en préservant une croissance économique rapide et en établissant un État démocratique, stable et consacré au développement – semblent être poursuivies avec zèle et fermeté. La délégation note avec satisfaction que le nouveau PNUAD est pleinement conforme au Programme de croissance et de transformation et qu'il en soutient notamment six des sept volets.

55. Le pays a enregistré récemment une croissance économique robuste et le Gouvernement éthiopien a donné la priorité à des investissements dans le secteur social tout en tentant de résoudre les problèmes du changement climatique et des systèmes de prestations de services sociaux. La délégation a appris avec intérêt que des efforts particuliers sont déployés pour accélérer la réalisation des OMD 3, 5, et 7 avec l'aide des Nations Unies, et elle encourage la poursuite des efforts dans cette voie.

56. Le Gouvernement éthiopien veut cesser d'être dépendant de l'aide alimentaire en 2015 au plus tard et réduire la dépendance du pays à l'égard de l'aide. À ce sujet, la mission souligne combien il importe de poursuivre le dialogue entre les Nations Unies et le Gouvernement sur la question.

57. La délégation a exprimé son admiration pour la façon dont l'équipe des Nations Unies en Éthiopie aide le Gouvernement à réaliser des résultats dans de nombreux domaines, aux niveaux fédéral et régional, et à distribuer une assistance humanitaire à la population vulnérable et aux réfugiés. Les autorités éthiopiennes apprécient à sa juste valeur la contribution des Nations Unies, et les organismes des Nations Unies sont perçus comme de précieux partenaires du développement et dans l'assistance humanitaire, puisque la coopération et la coordination entre le Gouvernement et les Nations Unies fonctionnent bien. Les autorités constatent et apprécient l'importance de mécanismes bien définis de dialogue entre le Gouvernement et les partenaires de développement sur la méthode à suivre pour produire les meilleurs résultats de développement, de même qu'elles apprécient l'importance que les partenaires attachent aux Nations Unies à ce sujet.

58. La délégation a pris note de la demande du Gouvernement éthiopien de faire l'effort, au Siège des Nations Unies, pour rationaliser et simplifier les procédures relatives au transfert de fonds. En particulier, le Gouvernement éthiopien a demandé que la période retenue pour les transferts en espèces soit prolongée de trois mois à six mois, afin de tenir compte du dispositif fédéral de gestion des flux financiers en Éthiopie et pour simplifier les procédures internes appliquées par les Nations Unies. Cette demande a été appuyée par l'équipe des Nations Unies dans le pays. La question devrait donc être envisagée au niveau approprié à l'ONU.

59. La délégation note que l'équipe des Nations Unies en Éthiopie et le Gouvernement ont volontairement adhéré à l'esprit du programme « Unis dans l'action » et que l'équipe a bien progressé à cet égard. La délégation note que le Gouvernement a bien pris la mesure des résultats des progrès accomplis, notamment un meilleur ciblage stratégique et une meilleure capacité de porter l'action au niveau national de façon à mieux tirer parti des fonds investis. La délégation note aussi que le Gouvernement voudrait voir ces progrès se poursuivre, notamment par une plus grande flexibilité s'agissant d'innover au niveau du pays et une accélération des réformes au niveau du Siège des Nations Unies. Elle recommande que l'expérience acquise en Éthiopie soit intégrée, au besoin, dans l'information de référence qui inspirera de futurs débats sur ces questions au Siège de l'ONU.

60. Le processus « Unis dans l'action » semble être mal connu des autres partenaires de développement. L'équipe des Nations Unies en Éthiopie est donc encouragée à mieux communiquer avec les autres partenaires de développement au sujet des objectifs et des résultats du programme « Unis dans l'action », notamment s'agissant du nombre grandissant de programmes conjoints devant être financés. Les donateurs qui sont en mesure de le faire sont engagés à se familiariser avec ces programmes conjoints et à étudier les moyens de contribuer à leur financement par le canal du Fonds du programme « Unis dans l'action ». Cela aiderait à renforcer les partenariats entre l'équipe et les autres partenaires de développement, par exemple dans le domaine du développement du secteur privé.

61. Sur la condition féminine, la délégation se réjouit de voir que l'émancipation des femmes et des jeunes, dans l'équité, est une question multisectorielle essentielle dans le PCT et elle constate les contributions de l'équipe des Nations Unies en

Éthiopie à ce sujet. La délégation a été informée des progrès accomplis concernant l'émancipation des femmes et l'amélioration de leur participation aux décisions, mais les progrès sont inégaux selon les régions. La délégation recommande à l'équipe de pays d'envisager d'intensifier ses efforts pour contribuer à l'émancipation économique des femmes, par exemple en privilégiant les petites agricultrices, orientation qu'applique le Gouvernement dans sa volonté de doubler la productivité agricole d'ici à 2015.

62. Pour aider le Gouvernement éthiopien à renforcer les capacités et améliorer la gouvernance, la délégation encourage les Nations Unies et en particulier le PNUD à continuer à soutenir l'effort de création de capacités, à renforcer la compétence des institutions démocratiques et améliorer la réforme du secteur public au niveau fédéral; les Nations Unies pourraient envisager d'augmenter leur engagement avec les autorités régionales à cette fin. La délégation est impressionnée par la vigueur et l'efficacité du partenariat qui existe entre le Gouvernement éthiopien, les Nations Unies et de nombreuses ONG partenaires dans la fourniture de l'aide humanitaire à un grand nombre de réfugiés en Éthiopie. La délégation s'est rendue dans le camp de réfugiés de Dollo Ado, qui semble bien géré grâce à d'importantes contributions du HCR, de l'UNICEF et du PAM ainsi que de nombreuses ONG, qui cherchent à répondre aux divers besoins des réfugiés vivant dans des circonstances qui sont très difficiles. En outre, il est impératif de trouver des solutions à long terme et viables pour donner à ces réfugiés des moyens d'existence. La délégation recommande d'appliquer les pratiques optimales dégagées en 2011 lors de l'important afflux de réfugiés, en particulier les mécanismes de collaboration élaborés pour répondre au mieux à cette situation; ces pratiques doivent être réunies et analysées, de façon à être de nouveau utilisées dans des situations similaires en Éthiopie ou ailleurs.

63. La délégation s'est rendue dans la région somalie et dans le Tigray, et elle y a vu des exemples de collaboration étroite et efficace entre les autorités locales et les Nations Unies pour aider les populations vulnérables. La capacité de résistance de la population et des collectivités locales est encore accrue grâce à la distribution d'une aide alimentaire directe et par des programmes bien ciblés, mais il faut encore améliorer la distribution d'eau potable, remettre en état l'environnement et assurer la protection sociale. La délégation reconnaît les efforts déployés pour passer d'une situation d'aide alimentaire distribuée à la population à la mise en place aussi rapide que possible de filets de sécurité dans la production, et estime que c'est la bonne démarche à suivre. Il est essentiel d'assurer la collaboration et le dialogue entre le Gouvernement éthiopien et les Nations Unies de façon à éliminer les lacunes éventuelles dans le processus de transition. La grave sécheresse pose des problèmes particuliers à cet égard, et la délégation encourage tous les partenaires à coopérer étroitement pour assurer à la population vulnérable la protection et l'assistance nécessaires.

64. Conformément à la résolution 62/208 de l'Assemblée générale, l'équipe des Nations Unies en Éthiopie est invitée à travailler étroitement avec le Gouvernement, en particulier avec l'organisme central de coordination afin de faciliter la participation de l'Éthiopie à l'examen quadriennal des activités opérationnelles de développement, de façon à mieux lier le processus de négociation, au Siège des Nations Unies, à la situation réelle de la programmation en Éthiopie.

65. Conformément à la Déclaration d'Istanbul de 2011 sur le renouvellement et le renforcement du partenariat mondial en faveur du développement des pays les

moins avancés, et étant donné les décisions prises ultérieurement par les divers conseils d'administration d'intégrer le Programme d'action d'Istanbul, l'équipe des Nations Unies en Éthiopie est invitée à aider le Gouvernement éthiopien dans cette voie. Elle pourrait également envisager de créer un mécanisme de coordination pour suivre l'application en Éthiopie du Programme d'action d'Istanbul.

66. Enfin, la délégation encourage l'équipe de pays des Nations Unies à étudier les moyens de faire plus largement connaître les résultats du travail accompli en Éthiopie. Les Nations Unies devraient continuer à faire rapport non seulement sur les résultats positifs réalisés mais aussi sur les domaines où les résultats ne sont pas tout à fait ceux qui sont escomptés. Cependant, la délégation a relevé de nombreux exemples d'excellents résultats obtenus par un personnel dévoué, compétent, et qui souvent travaille dans des conditions difficiles. Elle est convaincue que ces exemples et ces résultats doivent être plus largement connus.

---